

« Ce que nous n'acceptons pas dans le programme de la C. G. T. c'est de substituer à l'action révolutionnaire du socialisme et du syndicalisme, une action qui tend à intégrer la classe ouvrière dans l'état bourgeois ».

(Déclaration de Zyromsky au congrès S. F. I. O.)

M. JOUHAUX EST DEvenu « GRAND ELECTEUR DE FRANCE ».

Secrétariat de la Rédaction
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Beaux-Arts, Paris (20)
(Chèque postal : N. Faugier 1165-35)

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
Un an 22 fr.	Un an 30 fr.
Six mois 11 fr.	Six mois 15 fr.
Trois mois 5 fr.	Trois mois 7 fr.

Chaque postal : N. Faugier 1165-35

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

POUR NOS CAMARADES RUSSES

Notre campagne contre la répression EN RUSSIE

Il paraît à Moscou une revue intitulée : *Le Bague et la Déportation*. Elle est l'organe de la « Société d'anciens forçats et déportés politiques ». (Il s'agit, bien entendu, des anciens condamnés sous le régime tsariste.) Dans le dernier numéro paru de cette revue, on lit une réponse de ladite Société à la récente enquête du « Libertaire » sur la répression en Russie. « Vu l'importance des questions posées, dit la revue, la Société croit de son devoir de donner à l'enquête une réponse publique. »

Malheureusement, comme c'est la règle en Russie, la « Société » est guidée, commandée, surveillée, dominée par ses membres communistes adhérant au Parti bolchevique. Les autres adhérents ne le sont que nominativement, leur voix ne se fait jamais entendre.

Il est donc tout à fait dans l'ordre que la réponse aux questions de l'enquête soit faite par le fameux E. Iaroslavski, bolchevique notoire et président de la Société. Ses réponses sont plates, banales, hypocrites, mensongères. Mais elles ont pour nous d'autant plus d'intérêt.

PREMIERE QUESTION DE L'ENQUETE :

« Savez-vous qu'en Russie, la police secrète (Guepéou) a le droit de juger administrativement, c'est-à-dire sans procès, sans défense, sans rendre publique ni l'accusation ni la sentence des anarchistes, des ouvriers révolutionnaires luttant pour la réalisation des idées lancées par la Révolution d'octobre ? »

Voici les réponses de Iaroslavski : « Nous ne nions pas que le Guepéou a le droit de juger, mais nous la croyons tout à fait juste. » C'est un aveu à retenir, car certains communistes (voir, par exemple, la réponse de Graulot, « Libertaire » n° 113) nient jusqu'à l'existence même du droit de juger à la Guepéou.

« Il est inexact, continue Iaroslavski, que le droit de juger de la Guepéou se répand sur les anarchistes et les ouvriers révolutionnaires luttant pour la réalisation des idées lancées par la Révolution d'octobre. De tels ouvriers révolutionnaires n'existent pas dans le corps de l'Etat soviétique. » Cette affirmation formidable est particulièrement piquante et savoureuse aujourd'hui où, de l'aveu même des autorités communistes, des milliers d'ouvriers, mem-

UNE AUTRE QUESTION DE L'ENQUETE :

« Savez-vous que les peines ainsi fixées sont, en fait, de durée illimitée, car, après l'expiration du délai officiel, elles sont automatiquement renouvelées par simple décision de la Guepéou ? »

Iaroslavski répond : « La Guepéou est appelée à être le gardien de l'Etat soviétique. Si elle a la conviction et si elle possède des renseignements précis que telle personne, même ayant purgé sa peine, est dangereuse pour l'Etat, elle est obligée d'isoler cette personne. » Encore un aveu — et quel aveu ! — à retenir. Tous commentaires y sont superflus.

Pour terminer, citons encore un passage : « Que l'organe des anarchistes-communistes sache bien que notre Société approuve pleinement et entièrement toutes les mesures du Gouvernement des Soviets, car ces mesures sont dictées uniquement par les intérêts des travailleurs, par les intérêts de la réalisation, dans notre pays, des principes du socialisme, pour lesquels les membres de notre Société ont purgé, en tout, 13.000 ans de bagne... »

Nous devons rappeler à l'auteur cynique de la réponse que, dans ces 13.000 ans, un bon nombre d'années reviennent à nos camarades anarchistes persécutés aujourd'hui, plus féroce-ment encore, par les maîtres de l'heure.

P. S. — Courant janvier, un premier grand meeting sera organisé à Paris, probablement aux Sociétés Savantes. Que les camarades en prennent bonne note.

A l'œuvre pour Alamarcha

Au sein de l'année qui commence il faut songer à ce camarade. Certes, nous savons que son cas n'est pas isolé, qu'il y a en Espagne des dizaines, des centaines d'hommes administrativement détenus dans le but d'empêcher les manifestations pratiques de leurs idées d'atteindre le grand public. Nous savons que toutes les dictatures procèdent de même et qu'elles ne peuvent durer qu'à la condition de tarir impitoyablement toute source de critique. Et c'est la raison pour laquelle nous serons encore malheureusement longtemps impuissants à libérer les défenseurs de la liberté emprisonnés dans les divers pays où la dictature a jeté ses tentacules.

Et en ce qui concerne Alamarcha, notre impuissance serait égale s'il n'y avait là une affaire d'extradition qui en fait un cas type.

En effet, dans l'intérêt de leur légalité, il n'est pas un bourgeois, aussi réactionnaire soit-il, qui puisse légitimer le maintien en prison de José Alamarcha.

Livré par la France à l'Espagne pour un fait précis : l'assassinat du bourreau de Barcelone, Alamarcha, nous le répétons et nous le réitérons, a été reconnu innocent. Or, ou les mots n'ont plus de sens et les traités plus de valeur, ou, dans le cas contraire, puisqu'il est spécifié, dans la loi et les traités d'extradition, que nul ne peut être poursuivi, et partant emprisonné, pour des faits autres que ceux ayant motivé l'extradition il s'ensuit que, en droit, rien, absolument rien ne peut justifier la détention d'Alamarcha. Il y a donc violation du droit. De la part de qui ? De la part du Gouvernement espagnol. Au préjudice de qui ? De Alamarcha, d'abord, et du Gouvernement français ensuite, puisqu'il y a violation du traité d'extradition. Mais de qui le Gouvernement français — et probablement la ligue avec — s'en fiche puisqu'il ne s'agit en la circonstance, que d'un pauvre ouvrier anarchiste. Le Gouvernement de la République — et sans doute aussi la franc-maçonnerie, préférentiellement menagier les interventions diplomatiques en faveur des « huiles » compromises dans l'affaire des faux traités.

Il faut donc que les anarchistes et les organisations d'avant-garde agissent. Il faut qu'elles mettent à leur ordre du jour l'affaire Alamarcha. Il faut que l'action en faveur de ce camarade, symbole de la répression conjuguée de deux gouvernements apparemment dissemblables et également détestables, gagne la rue, la province, l'étranger.

Nous convions groupes et compagnons de France ou de l'étranger de se mettre à la besogne.

S. F.

Abonnez-vous gratuitement au Libertaire

Notre campagne d'abonnements se poursuit sous de heureux auspices et a déjà atteint des résultats appréciables.

En de nombreux endroits des camarades lecteurs au numéro se décident à bénéficier de notre abonnement de faveur augmentant ainsi leur bibliothèque.

D'autres, ceux-là amis de toujours, ont entrepris de nous seconder et recueillent autour d'eux des abonnements nouveaux. L'heureuse initiative sera certainement suivie par d'autres, nous font parvenir des commandes de livres pour 10 et 20 abonnements qu'ils prennent à charge de répartir dans leur localité et remboursables au fur et à mesure du placement.

Devant ces marques d'attachement notre « Libertaire » peut donc espérer voir son existence se prolonger et continuer à mener le bon combat envers et contre tous ses détracteurs.

Voici une liste revue des ouvrages offerts :

Etude expérimentale de l'intelligence, Binet	15 »
Le Bolchevisme, Starkoff	3 50
Assistance Sociale, Pauvres et Mendicants, Strass	40 »
Dictionnaire de Biologie	45 »
Devant la vie, Vidal	4 50
Contre un fléau, la Syphilis, docteur Calmette	5 »
Histoire de la Musique, Franz d'Uray	3 50
Le Socialisme en 1912, Zévaco	3 »
Critique du programme de Gotta	2 »
Organisation et Surmenage (Système Taylor), Pouget	4 50
Ferdinand Lasalle, Réformateur social, Bernstein	8 »
Le curé Bourgeois, Louis Thénares	10 »
Abrogé du capital de K. Marx, par Caléiro	5 »
Un militaire sans numéro, M. Millet	6 50
Le Militarisme, par Guglielmo Ferrero	12 »
Un pauvre Christ	7 50
Han Ryner, par G. Vidal	2 50
L'Histoire du Mouvement Makho-viste	8 50
Le Contre de l'Idéal, Lacaze-Duthiers	12 »
Le Monisme	4 »
La Commune hongroise, Dauphin	2 75
Mennier	3 50
Le Mensonge Bolcheviste, Chazoff	3 50

Contrairement à ce qui avait été primitivement annoncé, les primes ne sont attribuées qu'aux SEULS ABONNEMENTS NOUVEAUX. ET NON PAS AUX REABONNEMENTS.

AVIS IMPORTANT : A la suite du changement d'administrateur les fonds et tout ce qui concerne l'administration devra être adressé à N. Faugier, Chèque postal 1165-35.

UN PAUVRE HOMME ! FAITS ET DOCUMENTS

En écrivant ces lignes, j'affirme que je ne suis guidé par aucun sentiment de haine, ni de rancœur envers le citoyen bolchevique — dernière fournée — A. Colomer. J'ai eu l'occasion de l'approcher et de le voir de près : 1° au Congrès constitutif de la C. G. T. U., à Saint-Etienne, en 1921 ; 2° au Congrès de la même C. G. T. U., à Bourges, de si triste mémoire ; 3° à Brest, où il prit la parole à un meeting organisé par le groupe anarchiste-communiste, et, enfin, à Paris, au siège du *Libertaire*, alors qu'il en était le rédacteur principal.

A ces époques, « l'anarchiste » Colomer constatait de visu — et l'affirmait avec énergie — la nocivité et les manœuvres contre-révolutionnaires du Parti dit communiste.

Pour les provinciaux comme moi, les gens, « chers nous », quoi, Colomer personnellement bien la sincérité dans le langage et dans les actes.

A la tribune des Congrès de Saint-Etienne et de Bourges, il ne fut pas tendre pour les bolcheviques, et il ne doutait pas non plus de la sincérité des paroles du secrétaire de l'Union Syndicale Italienne, le camarade Borghi, quand celui-ci posait des questions à brûle-pourpoint au citoyen Losowski, délégué de l'U. S. R. et n'obtenant pas de réponse, Losowski ayant trouvé plus prudent de feindre l'ignorance, il put catégoriquement en cause le gouvernement de Moscou, dans la disparition si tragique des trois délégués français (bourrés, eux, pauvre Colomer, de documents pris sur le vif et par leurs propres moyens) : R. Lejeune, Lepetit et Vergat.

A ces époques, l'anarchiste Colomer, épris de logique, admettait — en accord avec tous les membres de la minorité au Congrès de Bourges et dans les Comités Nationaux Confédérés — que pour être renseigné utilement sur la vie russe et les agissements du Parti Communiste Russe, grand maître de la situation, il fallait, pour mener à bien une enquête sur place, pouvoir disposer d'autres moyens d'investigation que ceux fournis trop spécialement par le gouvernement des Soviets lui-même. Et l'anarchiste Colomer, membre actif de la minorité syndicale de la C. G. T. U., reconnaissait « la nécessité d'une enquête menée en Russie par une délégation des membres de la minorité qui choisirait elle-même ses guides parmi les camarades russes exilés, syndicalistes et anarchistes, et accompagnés de communistes français ».

Cette proposition si catégorique fut toujours repoussée, et l'anarchiste Colomer le sait.

Pourquoi ce refus, si ce n'est que toutes les délégations officielles en Russie soviétique ont un pouvoir d'investigation limité.

Si rien n'était à craindre, si la liberté d'opinion existait en U. R. S. S., si les prisons ne contenaient pas tant et tant de centaines de militants anarchistes, syndicalistes, voire socialistes, il y a longtemps que cette délégation que les syndicalistes et anarchistes de ce pays réclament, aurait été accordée.

Cela, l'anarchiste Colomer l'a reconnu avec nous.

Or aujourd'hui, ce même Colomer, ayant accepté l'invitation des bolcheviques à se rendre en leur paradis, est parti en pèlerin convaincu du miracle.

IL A VU !

Ses visites aux divers endroits... considérés comme lieux pilgrimages, l'ont plongé dans l'extase. Il a vu des paysans, des ouvriers, des vrais bien entendu. Puis une large visite dans les casernes, où il a vu, dans une fraternité touchante, officiers et soldats manger à la même gamelle, reposter dans les mêmes dortoirs, porter la même livrée et applaudir à tout rompre une scène de révolte où des marins jettent leurs officiers à la mer.

L'auto-suggestion a fait que l'anarchiste Colomer visitant une prison, y rencontre, comme par hasard, un grand délinquant (honoraire) de deuxième rang dans l'armée rouge, que d'ailleurs il aura bien mérité.

Ainsi se termine pour l'anarchiste Colomer la période durant laquelle il vint de l'individualisme anarchiste à l'anarchisme-communiste.

Il eût pu finir en beauté, il préfère partir en pèlerin à l'est en son affaire.

Quant à nous, anarchistes-communistes et anarcho-syndicalistes, notre opinion ne change pas. Les faits, les preuves ne pourront pas être contestés que la Russie rouge emprisonne, torture des femmes, des hommes qui ont le tort de penser autrement que les Maîtres de ce pays.

Ce n'est pas le miracle... Colomer, qui changera rien aux preuves qui nous permettent nos accusations.

RENE MARTIN.

Le Groupe Anarchiste Communiste Interlocal Montreuil, Vincennes, Fontenay

Organise le samedi 14 décembre, à 20 h. 30, Maison du Peuple, 400, r. de Paris, à Montreuil

Une grande soirée artistique

Partie Concert et Partie Théâtrale suivie d'un bal de nuit, au bénéfice de l'Entr'aide et de la Propagande générale, avec le concours du Théâtre Populaire de Roumainville.

Sera interprété : « Un client sérieux », comédie en 4 actes, de G. Goulette.

Allocation par un camarade.

Entrée : Concert ou bal, 3 fr. Bal et concert compris, 5 fr. Entrée gratuite pour les enfants.

Invitation cordiale à tous les camarades anarchistes Paris et banlieue et Syndicalistes révolutionnaires qui voudront bien participer à cette soirée de solidarité.

Descente métro Avron. Prendre tramway 4, 22 ou 98.

« Il y aura buffet tenue par la Maison du Peuple ».

Les membres du groupe sont priés d'être rendus pour 20 heures précises.

Une superproduction, parfaitement réglée qui diminuerait la peine du Producteur ne trouverait certainement pas d'adversaires. C'est l'usage qui en est fait qui est désastreux pour l'ouvrier. Le tableau ci-dessous donnera une idée des possibilités de la Production qui correspondent au développement du machinisme.

Prenons le Chinois comme unité.

Aux Indes, la mise en valeur d'énergies mécaniques accroit de 25 0/0 les possibilités de chaque individu. Aux Etats-Unis elle l'accroît de 35 0/0.

C'est-à-dire que là où l'ouvrier chinois est seul, l'ouvrier américain a derrière lui, à côté de lui TRENTE-CINQ esclaves invisibles travaillant pour lui, et ce qui est plus significatif 35 esclaves ne consommant rien (1).

L'on trouve parfois dans les journaux des aveux surprenants. Lorsque Herriot fut invité à constituer son cabinet éphémère, il avait demandé à M. Romier, directeur du *Figaro*, réactionnaire notoire, d'accepter le portefeuille des Finances. « Acceptez le principe, lui avait dit Marin, c'est la première fissure vers une combinaison d'union nationale. »

Herriot était tombé pour s'être heurté au mur d'argent, pour avoir dénoncé le christianisme des banquiers ; or, il est pour le moins surprenant d'apprendre qu'il fit appel en cette circonstance à un défenseur des banquiers.

M. Romier fit une visite à M. Robineau, le gouverneur de la Banque de France, le 19 juin (2).

« Il le trouva fort ému. La main avec son doigt effleurait violemment, avant que son visiteur eût ouvert la bouche, le gouverneur dit :

« Ils veulent me faire sauter. Mettre la main sur la Banque. C'EST LA BANQUE. C'EST LA BANQUE. D'ACCORD, PEU IMPORTÉ, DU RESTE, MAIS LE PAYS ! DEMAIN C'EST LE RETRAIT MASSIF DES BONS, 20, 30 MILLIARDS D'INFLATION. »

Romier, stupéfait, mit enfin glisser : « On vient de m'offrir les Finances. Le gouverneur se tut. Puis, un peu plus calme :

« Non cher, il y a de votre part... je crains pour vous ; mais, après tout, vous avez la foi, vous êtes jeune. Votre jeunesse peut avoir nous sauver. Acceptez, je serai avec vous de toutes mes forces, de tout mon cœur. »

Avant pris congé de M. Robineau, M. Romier s'en fut chez trois autres banquiers ; il s'entre-tint avec eux de la possibilité, en cas de risque urgent, d'empêcher l'inflation par une division régulière des Bons du Trésor à court terme, gages sur les nouvelles recettes fiscales couvertes grâce à la confiance.

L'on conçoit fort bien que Caillaux fut « démissionné », car après avoir mis Robineau à la porte de la Banque de France, il voulait faire arrêter l'inflation, administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Mais dans la République où le banquier est roi, l'homme d'Etat gouverne d'après les données des hommes d'argent. Le banquier est sacré, le banquier est labor, y toucher, c'est faire faire banqueroute à l'Etat.

Nous le savons. Mais que nos ennemis le reconnaissent, c'est mieux et plus édifiant.

A l'heure où le budget, qui sera couvert en partie de nos propres deniers, va être voté, il est bien, il est bon, de savoir l'usage que l'on veut en faire.

Sur 100 fr. d'impôts payés par un habitant de ce pays, il va :

Pour la dette publique et son amortissement	41 fr. 50
Pour les pensionnés d'Etat...	16 fr. 44
Pour les personnels civils et militaires de l'Etat...	16 fr. 44
Pour la défense nationale...	15 fr. 60
Pour les travaux publics	0 fr. 15
Pour les dépenses civiles (les travaux neufs étant compris pour 0 fr. 70)...	9 fr. 85
Pour l'assistance et la prévoyance sociales	1 fr. 85
Pour les dépenses internationales	0 fr. 00
Total	100 fr.

Nous avons pour l'année 1928 un budget qui évolue aux environs de 13 milliards ; près de la moitié du budget est employé pour la dette publique et son service ; pour ce qui a trait au militarisme et la défense nationale plus de tiers. Presque tout le budget est dévoré pour entretenir des organismes parasitaires et destructifs.

Aujourd'hui, il n'y a plus à se gêner avec les cochons de royaux qui directement ou non couvrent les impôts... Sommes-nous en démocratie, non de Dieu ! Alors, Chinois, Magasins, Tunisiens, Algériens, Bretons, Auvergnats, etc., lâchez-les ; éclairiez-les par la dette publique, l'Etat et la guerre et s'il arrive qu'il y ait des excédents budgétaires, alors, a constaté la Commission des Finances : Intéressement auprès des pouvoirs publics d'innombrables groupements afin d'en bénéficier et trop souvent satisfaction leur est donnée (3). Jamais comme à notre époque, la grève de l'impôt ne semblerait plus opportune.

L'Observateur.

(1) Extrait de la Revue des Vivants, n° 9.
(2) Extrait des Nouvelles Economiques et Financières, n° de novembre.
(3) Voir l'article du Temps, « Le budget de 1928 », du dimanche 15 décembre.

AUX CAMARADES DE PARIS

C'est le vendredi 6 janvier, 9, rue Louis-Blanc, qu'aura lieu le prochain cours d'Economie politique de notre camarade Salvador.

Que les camarades désirent suivre ces cours combattre les ouvriers américains, de malheureuses brutes qui ne demandaient pas spécialement à venir là.

Les trades-unions observent en la circonstance une attitude criminelle qu'il importe de blâmer sévèrement.

Il est regrettable que les organisations révolutionnaires ne soient pas en état de mettre un terme à ces départs massifs de briseurs de grève parlant-journement des Balkans ou de Polono.

Dans ces circonstances le capitalisme, et surtout le Yankee, est encore puissant. Il peut impunément ou presque continuer la chasse contre les éléments subversifs ; organiser le filtrage, il est assuré de trouver toujours, malgré ses lois qui semblent l'interdire, des masses de travailleurs absolument inconscients pour accepter les conditions de travail qu'il lui plaira d'imposer.

Pour sauver l'industrie nationale, pour pro-

17, 18, 19 et 20^e ARR.

Jeu 5 janvier à 20 h. 30

Salle Garrigue
20, rue Ordener
Orateurs :
VOLINE — FERANDEL

LA RÉPRESSION EN FRANCE

Que devient Torquato Gobbi ?

Nos lecteurs n'ont pas oublié la récente expulsion de notre bon camarade Gobbi. Le Comité International s'est vivement intéressé à lui, il pense pouvoir obtenir l'annulation de l'arrêt d'expulsion pris contre Gobbi dans les conditions scandaleuses que l'on connaît.

Mais le Gouvernement paraissant long à se décider à prendre la mesure de réparation qui s'impose, il lui faut reprendre cette affaire, sans plus tarder.

Nous donnerons pour aujourd'hui quelques renseignements complémentaires sur notre ami.

Torquato Gobbi est un ouvrier anarchiste italien. Bâtonné à plusieurs reprises, banni de Reggio Emilia par les fascistes, il dut finalement abandonner l'Italie, en 1922. Travaillier probe, caractère très doux, il était estimé même par ses adversaires, tel par exemple Camillo Frampalini.

A Paris, Gobbi a toujours travaillé et bien qu'immigré, il était très estimé des français qui le considéraient comme un collaborateur à la propagande de ses idées en écrivant dans divers journaux et en participant à des réunions.

Mais lors de son expulsion, le 25 septembre dernier, depuis un an déjà, il avait abandonné toute activité politique en raison de circonstances personnelles qu'il n'est pas utile de rappeler ici.

Gobbi est relieur, profession dans laquelle il excelle ; il travaillait depuis longtemps dans une imprimerie à Montmartre, et ses employeurs, qui l'estimaient beaucoup, lui avaient confié la direction technique de l'atelier de reliure.

Le 1^{er} août, à la suite de la vente de l'imprimerie, son patron lui délivra le certificat suivant :

« Je soussigné certifie avoir employé Gobbi Torquato demeurant boulevard de l'Hôpital au mois d'octobre 1924 à ce jour, date à laquelle il a été non fondé d'imprimerie, à M. Chippault, en qualité de papeterier-rouleur-magasinier et n'ayant eu qu'à me louer de ses services. »

C'est un ouvrier très sérieux, courageux et honnête. M. Chippault continue d'ailleurs à l'employer.

Ainsi, la police n'avait même pas l'ombre d'un prétexte lorsqu'elle l'engloba, avec d'autres camarades, dans une mesure d'expulsion collective, le contraignant par là à repartir à travers le monde, sa course vaine.

Voici en quels termes il racontait lui-même les choses dans une lettre de Bruxelles, adressée au Comité du Droit d'Asile à la date du 30 septembre dernier :

« Le 10 septembre dernier, avec plusieurs camarades, je fus convoqué par le commissaire de police. Après un speech sur les fêtes de l'American Legion, on me demanda si je n'avais rien à dire et si j'étais prêt à faire une déclaration de ne pas participer aux manifestations projetées. »

« J'ai répondu que je tenais à rester à Paris, mais que je ne pouvais pas faire une déclaration humiliante que celle que l'on me demandait. On m'a répondu alors que je serais expulsé immédiatement. On me laissa cependant mes cartes et je croyais que tout était fini. »

« Plus tard, deux agents de grande masse vinrent me proposer de leur fournir des renseignements sur le mouvement anarchiste ; ils ajoutèrent que si je consentais à le faire, ma

tranquillité serait assurée et que mes dérangements seraient payés. Avec politesse et dignité, je leur fis comprendre mon indignation et leur déclarai qu'il n'y avait pas d'or pour acheter une conscience. Ils insistèrent cependant et me demandèrent si je ne connaissais personne susceptible d'accepter de jouer ce rôle. »

« A la suite de cet incident, dimanche matin, les policiers sont revenus, m'ont pris de la suite et m'ont amené à la frontière comme un malfaiteur. »

« J'avais un petit « chez moi » ; j'ai été obligé de l'abandonner. Je n'ai eu le temps que d'emmener quelques effets personnels et de laisser le reste. »

« Voilà mon cas ; je vous l'ai exposé parce que je suis victime d'une vengeance policière. Il ne s'agit pas là de mesures de sûreté. »

« J'ai dans mon travail, et j'ai trois certificats, l'un meilleur que l'autre. »

« Les meilleurs commentaires que l'on puisse faire sur ce sujet furent faits, d'Italie par une personne non anarchiste, mais qui connaissait intimement Gobbi, qui écrivait à un ami : « tu ne saurais imaginer l'effet pénible produit ici par des nouvelles de ce genre. La presse fasciste même contre la France une violente campagne ; personne ne voudrait lui accorder crédit. Mais lorsqu'on apprend qu'une personne aussi modérée, honnête, laborieuse, et pas du tout exaltée, a été expulsée, tous ses mouvements, écrivait à un de nos camarades : « Je suis peiné que cela soit arrivé à Torquato Gobbi. Je le connais bien. Il est parmi ceux que j'estime le plus. Si tu avais l'occasion de lui écrire exprime-lui toute ma sympathie. C'est vraiment un scandale que de proposer à un homme de faire le mouchard et de le punir parce qu'il refuse. »

« Malatesta a raison, dans l'affaire qui nous occupe, il s'agit, non plus seulement d'une question politique, mais surtout d'une très grave question morale. Et il est naturel que les anarchistes défendent Gobbi. C'est leur devoir. Mais il faut ajouter que leurs critiques des institutions sociales ne peuvent avoir qu'à gagner à des actes d'un caractère aussi immoral. »

« Les choses sont si simples, que l'on se demande comment on peut en faire une affaire si compliquée. »

« Mais à côté des anarchistes, tous les prolétaires, compagnons de chaîne et d'infortune de Gobbi, doivent également élever leur voix afin d'obtenir réparation de l'injustice commise contre un de leurs et doivent protester aussi tous les citoyens français qui ont à cœur la cause de la Liberté et plus encore la défense de la dignité humaine. »

NOTA. — La semaine prochaine, lire et faire lire l'article que nous publierons sur Gigi Damiani, expulsé de la Côte d'Azur malgré la maladie et les charges de famille.

A travers le Monde

AMERIQUE

Un épisode sanglant de la lutte de classes Les Grèves du Colorado

John Esténes, Nick Spadakis, Ray Jacques Georges Korrik, Jerry Davis, tels sont les noms de cinq ouvriers mineurs qui viennent de faire massacrer les rois du charbon du Colorado. Plus de cinquante autres agents de grande masse d'extraditions, ont été tués dans ces mesures de répression prises pour faire avorter la grève des mineurs américains.

El Rockefeller, qui fait en Europe, figure de paillarderie au dit Colorado par son rôle de l'argent extorqué à son immense armée d'ouvriers, est le principal instigateur du massacre.

Voici comment celui-ci est lié : L'espérance de résistance des grévistes ne pouvant être vaincue, la direction des Mines dont Rockefeller est le roi fit appel aux briseurs de grève et c'est en voulant empêcher ces derniers de saboter leur action que les grévistes furent tués par les troupes, les légionnaires et les étudiants au service des Compagnies.

Et il faut noter la attitude crapuleuse, particulière du gouvernement américain.

Dans ces circonstances l'immigration sont strictes. Aucun ouvrier ne peut entrer aux

